

## Stora - Sévillia, l'Algérie en débat

A l'occasion de la sortie de son livre « Les vérités cachées de la guerre d'Algérie » (Fayard), Jean Sévillia s'entretient avec l'historien Benjamin Stora sur le conflit et ses conséquences sur les relations franco-algériennes.

**L**a rencontre a eu lieu au musée de l'Histoire de l'immigration, à Paris, que préside, depuis 2014, Benjamin Stora. L'historien de gauche, spécialiste de l'Algérie, a accepté, pour *Le Point*, de débattre avec Jean Sévillia, journaliste au *Figaro Magazine* et auteur d'un livre intitulé « Les vérités cachées de la guerre d'Algérie » (Fayard). L'occasion de confronter – sans tabous – leurs regards sur un conflit qui se joue encore dans les mémoires ■ F.M.

**Le Point:** Jean Sévillia, vous commencez votre ouvrage par une violente critique de la déclaration d'Emmanuel Macron sur le crime contre l'humanité

qu'aurait été la colonisation française en Algérie. Un qualificatif « infamant », selon vous.

**Jean Sévillia :** « Tout ce qui est excessif est insignifiant », dit Talleyrand. Comment qualifier de crime contre l'humanité cent trente-deux ans de présence française en Algérie ? La colonisation française a été un temps d'histoire partagé entre deux peuples, un mariage qui commence par ce qu'on peut appeler un viol – la conquête – et se termine par un divorce. Pourquoi s'est-on marié, pourquoi a-t-on divorcé ? C'est ce qui m'intéresse. L'image, simpliste, choisie par le président est d'abord anachronique, car la notion de crime contre l'humanité n'existe que ■■■



LUISA RICCIARINI/LEEMAGE

**Conquête.** La prise de la smalah d'Abd el-Kader par le duc d'Aumale, le 16 mai 1843. Peinture de Hippolyte Bellangé (1800-1866).



## LE POSTILLON HISTOIRE

« L'élément progressiste, en Algérie, c'est l'armée française. Il y a un volet d'action sociale. On peut parler de la torture, mais il ne faut pas oublier cela. » **Jean Sévillia**

■■■ depuis 1945. Bien sûr, la conquête a été dure avec, côté français, des méthodes militaires utilisées en Vendée puis par les troupes de Napoléon durant la guerre d'Espagne. L'école du vélite Bugeaud, c'est la lutte contre la guérilla espagnole, vingt ans plus tôt, mais ses adversaires se sont défendus tout aussi féroce-ment. La conquête a été cruelle et violente de part et d'autre, mais il n'y avait pas de volonté génocidaire de la France.

**Benjamin Stora** : Évidemment, et je l'ai déjà dit, notamment dans les colonnes du *Point* [n° 1862] il n'y a jamais eu de projet français de génocide en Algérie. En revanche, là-bas, ce qui demeure dans les mémoires, c'est le souvenir d'un système colonial très dur. C'est cela qu'ici on peine à comprendre. D'une rive à l'autre de la Méditerranée, les points de vue sont très différents. C'est pourquoi il n'y a pas d'histoire partagée, tout vient de là. La conquête a été terrible pour les Algériens et cette mémoire de massacres s'est transmise de génération en génération. Pour les Français, la part tragique de la mémoire, c'est de la fin de l'histoire, l'exode des pieds-noirs, le massacre des harkis. On a, d'un côté, la France qui vit la colonisation comme une mission civilisatrice et de l'autre une Algérie qui la vit comme un drame. La sous-citoyenneté, l'accaparement des terres, l'exclusion de la sphère publique sont le lot de l'indigène et ce quel que soit le nombre de kilomètres de routes bâties. Il est donc très difficile de créer des passerelles, de passer de la mémoire à l'histoire. Mais le livre de Jean Sévillia ouvre des pistes de compréhension sur le destin de l'Algérie française, et pourtant nous n'avons pas la même vision sur la colonisation. C'est un ouvrage qui tranche parmi ceux de votre camp.

**J. S.** : Je ne suis le défenseur d'aucun camp, même si je me situe dans une perspective française. Je n'ai pas d'attache familiale avec l'Algérie et n'ai pas dans ma famille ni parmi mes proches de militaires ayant servi là-bas. Mais il est injuste et faux de criminaliser cette période. Il y a aussi en Algérie une œuvre française qui mérite d'être saluée, par exemple dans le domaine médical. Par ailleurs, je ne suis pas d'accord avec votre façon d'associer les massacres des trente premières années de la conquête, indéniables, et l'ensemble de la présence française. Ce que je reproche au camp, disons, anticolonialiste, c'est de faire croire que le militaire français



**Jean Sévillia.**  
Rédacteur en chef adjoint au « Figaro Magazine », il est également l'auteur de nombreux essais historiques.

qu'on envoie en garnison en 1900 est un adepte de Bugeaud, qu'il n'a évidemment pas connu, ou que le pied-noir qui naît en 1920 est responsable des violences de la conquête. Indéniablement, il y a une mémoire autochtone de ces années terribles et j'ai d'ailleurs été très surpris de découvrir qu'on trouvait trace à Palestro, en Kabylie, en 1956, d'une volonté de venger les morts de la répression française de la révolte kabyle de... 1871, près d'un siècle plus tôt. C'est sidérant. Il est évident que l'Algérie ne pouvait qu'aller un jour vers son indépendance. L'idéal aurait été que cela s'opère graduellement, pacifiquement. Mais on a tout fait pour bloquer l'élite musulmane et, là, la responsabilité des élus européens d'Algérie est grande, si bien que tout s'est radicalisé.

**Quand le drame s'est-il noué ?**

**B. S.** : Le mystère qui demeure pour moi, c'est comment on n'a pas vu la montée du nationalisme algérien à partir des années 1930 jusqu'aux années 1950. Il y avait Ferhat Abbas, les oulémas, des gens qui ne sont pas contre la France mais pour la reconnaissance d'une identité culturelle. Les nationalistes comme Messali Hadj qui, eux, veulent l'indépendance dès les années 1920-1930, n'ont pas non plus été pris en compte. Comment, alors qu'aux élections du second collège, en 1947, les nationalistes indépendantistes raflent la mise, les socialistes, un an plus tard, peuvent-ils truquer les élections ? Au moment des émeutes du Nord constantinois en 1945, le premier qu'on arrête, c'est Ferhat Abbas, qui était un partisan d'une intégration égalitaire de





**Benjamin Stora.**  
Historien, professeur à l'université Paris-XIII, le président du musée de l'Histoire de l'immigration est l'auteur de plusieurs livres sur la guerre d'Algérie.

l'Algérie à la France. Certains veulent même le fusiller.

**J. S. :** Je pense que la classe politique de l'époque ne s'est jamais beaucoup intéressée à l'outre-mer. On est au sortir de la Seconde Guerre mondiale et il faut rebâtir la France tout en tenant les colonies. La répression des émeutes de Sétif en 1945 se fait sur ordre de De Gaulle. Et puis il y a de grandes occasions manquées comme avec Ferhat Abbas, pour lequel j'ai beaucoup de respect. Le problème, c'est que la IV<sup>e</sup> République, avec sa valse des gouvernements et avant elle la III<sup>e</sup>, n'a pas de vision politique. Cette incurie aboutit à une sous-administration effarante de l'Algérie, dès qu'on sortait des grandes villes. Or il se trouve que les Européens étaient majoritairement citadins et les Algériens majoritairement ruraux. Mais si les campagnes étaient sous-équipées, ce n'était nullement par volonté discriminatoire, c'était tout simplement parce qu'il n'y avait pas de politique publique active à l'échelle de l'immense territoire algérien, laissant des carences que le plan de Constantine, en 1958, s'efforcera tardivement de combler. En 1954, les rares Européens qui vivent au fond du djebel manquent eux aussi d'écoles ou d'hôpitaux.

**B. S. :** Jean Sévillia met l'accent sur un point trop négligé. Quand les premiers appelés du contingent arrivent en 1956, ils sont effarés par le sous-développement des campagnes qu'Albert Camus a très bien raconté dès 1939 dans ses « Chroniques algériennes ». Ils se disent qu'il va falloir mener une autre conquête, 90 % des musulmans vivant hors des villes

« Le mystère, c'est comment on n'a pas vu la montée du nationalisme algérien à partir des années 1930 jusqu'aux années 1950. » **Benjamin Stora**

ne connaissant rien de l'Algérie française. La plupart des Européens ne connaissaient pas ce monde non plus. C'est cela, la discrimination. Pour moi, la République n'a jamais vraiment pénétré ce territoire à part les villes, où vivait une élite cultivée. Les discours prononcés sur l'égalité républicaine ne se sont jamais traduits dans les faits. A partir de cette contradiction tragique, vous avez le développement du nationalisme algérien.

**J. S. :** Je vais être provocateur, mais l'élément progressiste, en Algérie, c'est l'armée française avec, par exemple, les SAS. Il y a tout un volet d'action sociale, d'éducation, mené par les militaires à partir de 1956 et jusqu'en 1962. On peut parler de la torture, mais il ne faut pas oublier cela.

**En ce 60<sup>e</sup> anniversaire du retour au pouvoir du général de Gaulle, vous tombez d'accord pour dater la rupture du chef de l'Etat avec l'Algérie lors de son discours du 16 septembre 1959 sur l'autodétermination, « événement politique majeur du conflit algérien », selon vous, Benjamin Stora.**

**B. S. :** De Gaulle n'a pas tout dit quand il a pris le pouvoir, mais il était partisan, de longue date, de la sortie du statu quo en Algérie. Il n'a pas ouvert la crise, celle de la tragédie des Européens puis des harkis. Elle existait déjà. Il a essayé d'abord de l'éteindre, de trouver des solutions en proposant une autonomie large, l'« association », mais plus l'« intégration ».

**J. S. :** Il sait ce qu'il va faire, moins comment il va le faire. De toute façon, l'indépendance était à terme inéluctable. Mais de Gaulle a menti et les mensonges, en politique, cela se paie. Il a accéléré et aggravé le drame. D'un côté, il donne les moyens au général Challe de battre la rébellion, avant d'annoncer aux militaires qu'ils devront cesser le combat, et de l'autre, comme il est pressé de réaliser son grand dessein pour la France et qu'il juge que l'Algérie est un « boulet », il engage des négociations où les intérêts de la France ne sont pas garantis, et, comme il ne trouve pas d'interlocuteur modéré, il cède et confie les clés de l'Algérie au seul FLN. Tout cela avec une indifférence totale et confondante envers le drame humain des pieds-noirs et des harkis.

**Quelle est la part du religieux dans la guerre menée par le FLN ?**

**B. S. :** Les militaires, à l'époque, ne voyaient dans la rébellion qu'une action inspirée en sous-main par les communistes contre lesquels il fallait lutter, comme on l'avait fait ■■■■



## LE POSTILLON

### HISTOIRE

■■■ en Indochine. Pas du tout la part religieuse du nationalisme, qui est incontestable, surtout dans les campagnes. Mais la grande majorité des chefs du FLN, on peut citer Hocine Ait Ahmed ou Abane Ramdane, n'étaient pas des intégristes musulmans. Si on veut éviter que la transmission mémorielle de cette histoire dans la jeune génération, en France, dans les banlieues, se fasse d'une mauvaise manière, il faut expliquer que les nationalistes n'étaient pas favorables à un Etat islamique. Et c'est ce qui explique sans doute l'échec des islamistes durant la terrible « décennie noire » des années 1990.

**J. S. :** Il faut distinguer deux choses. Que les laïques aient été majoritaires chez les chefs, sans doute, mais ils ont recruté pour faire la guerre des hommes qui, dans l'Algérie profonde, avaient une pratique religieuse forte. En 1955, le massacre de Philippeville se fait au nom du djihad. Le journal du FLN s'appelle *El Moudjahid*, ça veut quand même dire le combattant de la foi.

**N'est-ce pas surtout l'extrême violence qui caractérise les rapports entre la France et l'Algérie ?**

**J. S. :** En 1954, le FLN déclenche une guerre fondée sur le terrorisme. On a beaucoup mis en cause les méthodes utilisées par l'armée française pour y répondre, mais je regrette qu'on fasse moins le bilan du terrorisme du FLN.

**B. S. :** Pas d'anachronisme. Le mot utilisé à l'époque est la lutte armée, dans un contexte général qui est celui des guerres de décolonisation.

**J. S. :** C'est un euphémisme. Poser des bombes dans des lampadaires ou dans des cafés, j'appelle cela du terrorisme.

**B. S. :** Allons-nous passer à la lutte armée ? C'est la question que se posent les nationalistes depuis 1947, parce qu'il n'ont plus de solutions politiques pour sortir du statu quo. C'est en partie le drame de Messali Hadj, ami d'Albert Camus, et de l'ancienne génération, qui croyait que la politique restait l'unique solution. Ferhat Abbas n'a pas eu d'autre choix que de rejoindre le FLN en 1956, aucun signal ne lui ayant été adressé par les politiques français. Si on se remet dans le contexte de l'époque, avec, en particulier, les guerres en Indochine ou dans le continent africain, pourquoi voulez-vous que l'Algérie échappe à ce mouvement général du passage à la lutte armée ? Le prix à payer a été très lourd pour les Algériens en raison de la répression, mais aussi

parce que s'est installée dans leur pays une culture politique du rapport de forces, de la violence.

**De Jacques Chirac à Emmanuel Macron, tous les présidents de la France ont multiplié les gestes en faveur de la reconnaissance de fautes commises par la France. Qu'en est-il côté algérien ?**

**B. S. :** De quelle Algérie parle-t-on ? Car il y en a plusieurs. Dont une Algérie officielle, étatique, qui a transformé la guerre d'indépendance en rente mémorielle. Et on a du mal à identifier qui dirige l'Algérie d'aujourd'hui.

**J. S. :** Le problème est qu'en France, c'est cette Algérie officielle qu'on connaît.

**B. S. :** Ne refaisons pas l'erreur de 1955, essayons de connaître l'Algérie telle qu'elle est aujourd'hui. Un pays indispensable à l'Europe parce qu'elle a avec elle la plus grande frontière méditerranéenne, et la plus étendue côté Sahara avec une armée aux frontières lancée – aux côtés de la France – dans une mission très périlleuse.

**J. S. :** Neuf Algériens sur dix n'ont pas connu la guerre d'Algérie, que les Algériens appellent la guerre de libération nationale. La France n'a pas de contentieux avec eux. L'Algérie est un grand pays voisin de la France et il faut qu'on parvienne avec celui-ci à une relation pacifiée qui doit passer par l'Histoire, ce qui suppose de mettre tout sur la table.

**Faudrait-il relancer le traité d'amitié entre les deux pays, abandonné en 2005 ?**

**B. S. :** Je ne sais pas. Je n'ai plus de solutions. Après quarante années de travaux, je suis arrivé à la conclusion que la mémoire est devenue un carburant politique. J'ai cru qu'écrire des livres et que le savoir académique pourraient arrêter ces saignements de l'Histoire, mais cela visiblement ne suffit pas. « La mémoire divise et l'Histoire rassemble », disait Pierre Nora, mais, en même temps, force est de constater que les mémoires ont submergé le champ de l'Histoire. Mais il faut poursuivre le travail historique.

**J. S. :** Un geste qui ferait avancer les choses serait par exemple que l'Etat algérien cesse de vilipender les harkis, ces hommes qui avaient choisi la France et qui en ont été si mal récompensés des deux côtés de la Méditerranée, hélas ! ■

1. Fayard, 416 p., 23 €.

A lire : « Histoire dessinée de la guerre d'Algérie » (Seuil), de Benjamin Stora et Sébastien Vassant, prix de la BD au Salon du livre politique en 2017.

« En 1955, le massacre de Philippeville se fait au nom du djihad. Le journal du FLN s'appelle "El Moudjahid" ("Combattant de la foi"). »

**J. Sévillia**

« La majorité des chefs du FLN n'étaient pas des intégristes musulmans. Les nationalistes n'étaient pas favorables à un Etat islamique. »

**B. Stora**